

Les mondes de Charleroi

Max Rousseau

Politiste et chargé de recherche au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD). www.metropolitiques.eu

De la « ville-monde » rêvée par l'architecte-urbaniste Jean Yernaux à l'Internationale chantée en chœur par les militants socialistes, le film de Guy-Marc Hinant dépeint une ville qui s'est constamment projetée à une échelle plus large. Rien d'étonnant pour un territoire qui s'est peuplé au gré des différents vagues migratoires. Mais à l'échelle mondiale, Charleroi appartient pourtant également, aujourd'hui, à une catégorie internationale spécifique : celle des villes frappées par la désindustrialisation. Vu sous cet angle, la trajectoire de Charleroi apparaît, malheureusement, plus banale.

Les années 1940 à 1970 font figure d'âge d'or pour de nombreuses villes industrielles européennes. Ce sont des années durant lesquelles les ouvriers, qui constituent la principale composante des sociétés urbaines, bénéficient de hausses régulières de leurs salaires indexés sur l'augmentation de la productivité. Des années, également, durant lesquelles un mineur ou un ouvrier peut légitimement rêver d'une mobilité sociale ascendante pour ses enfants. La croissance économique et la concurrence entre les branches exigent le recours croissant à l'immigration, qui constitue alors l'objet d'un relatif consensus : le plein-emploi facilite l'intégration. En règle générale, la classe ouvrière parvient alors à peser sur les agendas municipaux, tout simplement parce qu'une usine est un investissement lourd, qui ne peut être amorti qu'en s'assurant la fidélité d'une main-d'œuvre nombreuse. Pourtant déjà, une évolution apparaît durant ces décennies d'après-guerre. Des *managers* urbains (élus ou techniciens) ambitieux apparaissent, qui projettent leur propre vision de l'avenir de la ville. Constructions de routes modernes ou d'équipements sportifs de prestige, à Charleroi comme ailleurs, mais aussi grands ensembles construits en plein centre des villes industrielles du Nord de la France ou de l'Angleterre : toute cette floraison de projets répondent à un nouvel objectif, celui de déployer l'image moderne de villes alors prospères. Déjà pourtant, dans l'Europe industrielle des années 1970, un certain nombre de ces projets alimenteront des mouvements contestataires, qui déstabiliseront ensuite les coalitions municipales de l'après-guerre.

L'évolution s'accélère encore avec l'entrée dans les années 1980, décennie marquée par l'apparition d'une « nouvelle pauvreté » (ou exclusion sociale) que les autorités publiques, comme le montre le film, s'avèrent toujours aujourd'hui incapables à juguler. L'influence de l'ex-classe ouvrière continue à s'amenuiser. Parallèlement, se croisent dans la ville « entrepreneuriale », c'est-à-dire « vendue » aux investissements extérieurs, des intérêts économiques en déclin (l'industrie, l'« ancienne » classe moyenne des commerçants et artisans) et des intérêts en ascension (le patronat post-industriel, les acteurs du marché immobilier). Jusqu'au milieu des années 1990, un fragile compromis local est généralement trouvé, qui se caractérise par la recherche de solutions à court terme et « attrape-tout » afin de lutter contre la montée du chômage, priorité coiffant alors les agendas urbains. C'est l'époque des « méga-projets », ces grandes opérations de marketing urbain visant, sans grande efficacité, à rompre de manière claire avec l'image de « villes-usines » – pourtant encore assumée avec fierté une dizaine d'années auparavant. Les friches industrielles, ces stigmates d'un passé désormais honni, sont rasées pour laisser place aux totems de la nouvelle économie. À Roubaix, cette stratégie prend, par exemple, la forme de la construction d'un grand centre de télécommunications, dont la technologie sera

rapidement frappée d'obsolescence. À Sheffield, la nouvelle image de « ville sportive » prend appui sur la construction à la fin des années 1980 de nombreux équipements de pointe dans le cadre de l'hébergement des Jeux olympiques universitaires ; là encore, ce choix dicté par des considérations symboliques dans l'urgence de la crise s'avérera malheureux, la municipalité ne parvenant pas à rembourser ses emprunts et devant se résoudre à fermer de nombreux équipements publics.

La désindustrialisation et le déclin urbain constituent un contexte de crise structurelle, propice à la déstabilisation des coalitions porteuses de solutions pour le redéveloppement. Ce « premier compromis » s'effondre donc à son tour au début des années 1990 : c'est le cas à Roubaix par exemple, mais aussi à Sheffield. Les villes post-industrielles évoluent dès lors vers la recherche de véritables « marques urbaines » capitalisant sur leurs atouts supposés, alors que les nouvelles cibles sont de plus en plus clairement identifiées : d'une part, les entreprises tertiaires considérées comme les plus innovantes, les plus en phase avec l'économie de la connaissance ; d'autre part, des groupes sociaux à haut pouvoir d'achat (touristes, « nouvelle classe moyenne », voire étudiants). Puisant leur légitimité dans de nouvelles théories du développement économique mettant l'accent sur la contribution à la croissance urbaine des groupes sociaux aisés (notamment la « classe créative » chère au géographe américain Richard Florida), les politiques de ces villes évoluent alors vers des stratégies de gentrification qui visent la « montée en gamme » du profil des résidents et des consommateurs urbains au nom du retour de la croissance. Rénovation des docks de Liverpool, déménagement de la BBC à Manchester, construction de Louvre-Lens, de Pompidou-Metz ou encore de la Cité du design de Saint-Étienne... Le projet de requalification urbaine Charleroi District Créatif s'intègre pleinement dans cette floraison d'opérations aujourd'hui destinées à conférer une « marque créative » aux villes post-industrielles du monde entier. Il illustre également le tournant « pragmatique » des élites socialistes de nombreuses villes post-industrielles. Ni l'efficacité économique de ces projets, ni les bénéfices que pourront en retirer la population, ne sont en revanche garantis.